

MAIRIE de MIOS



Ville de Mios
Hôtel de ville
Place du **XI** Novembre
33 380 MIOS

PROJET D'EXTENSION DU CLUB DU 3^{ème} ÂGE

Allée de la Plage
33 380 MIOS

ACTE D'ENGAGEMENT

C a b i n e t K R I E G E R a r c h i t e c t e s

36, rue du 14 juillet
33 260 LA TESTE DE BUCH
Tél : 05 57 15 15 25 – Fax : 05 57 15 15 30

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Maître de l'ouvrage : Ville de Mios

Objet du marché : Ville de Mios, extension du club du 3^{ème} âge

Mode de passation et forme du marché : marché public passé en procédure adaptée en application de l'article 28 du Code des marchés publics

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créance :
Monsieur le Maire François Cazis

Ordonnateur: **Monsieur le Maire François Cazis**

Comptable public assignataire des paiements : **Monsieur le trésorier principal d'AUDENGE**

ARTICLE 2 : CONTRACTANT

Nom, prénom, qualité et adresse professionnelle du signataire

.....
.....
.....
.....

Monsieur

(Madame).....
.....

Agissant pour mon propre compte (1)

Agissant pour le compte de la société (2) :

.....
.....
.....
.....
.....

Agissant en tant que mandataire du groupement solidaire (3)

Agissant en tant que mandataire solidaire du groupement conjoint

Agissant en tant que mandataire non solidaire du groupement conjoint

Pour l'ensemble des prestataires désignés dans l'annexe ci-jointe (4).

- Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés, et les avoir approuvés sans réserves,
- Et après avoir fourni les pièces prévues aux articles 45 et 46 du Code des Marchés Publics,

Je **m'engage ou j'engage le groupement dont je suis mandataire** (5), sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le Cahier des Clauses Administratives Particulières, à exécuter les prestations qui me concernent, dans les conditions définies ci-après.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de QUATRE VINGT DIX **(90) jours** à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

1 cocher la case correspondante à votre situation

2 : indiquer nom, adresse, numéro de siren, registre de commerce, numéro et ville d'enregistrement ou répertoire des métiers, numéro et ville d'enregistrement ou les références de son inscription à un ordre professionnel ou référence de l'agrément donné par l'autorité compétente quand la profession à laquelle il appartient est réglementée.

3 : cocher la case correspondante à la nature de votre groupement

4 : cette annexe est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire et elle est recommandée dans le cas de groupement conjoint.

5 : rayer la mention inutile

ARTICLE 3 : PRIX

Les prix sont forfaitaires, fermes et définitifs, non actualisables, non révisables.

L'évaluation de l'ensemble des travaux, hors options, du lot concerné par cet acte d'engagement, telle qu'elle résulte de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire est :

Montant hors TVA.....€ (en chiffres)

TVA au taux de 19.6 %.....€ (en chiffres)

Montant TVA incluse€ (en chiffres)

La valeur de ma prestation de travaux est donc arrêtée à la somme de :

.....€ (en lettres)

Déclaration de sous-traitance au moment de l'offre :

- Le ou les actes spéciaux de sous-traitance n°..... annexé(s) à l'Acte d'Engagement indiquent la nature et le montant des prestations que l'on envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement. Les noms et les conditions de paiement de ces sous-traitants ainsi que le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque acte spécial de sous-traitance constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.
- Chaque acte spécial de sous-traitance constitue une demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.
- Le montant total des prestations que l'on envisage de sous-traiter conformément à ces actes spéciaux de sous-traitance est de :

Montant hors taxe : Euros

TVA (taux de %) : Euros

Montant TTC : Euros

Soit en lettres :

.....

ARTICLE 4 : DELAIS D'EXECUTION

Les travaux seront exécutés pour l'ensemble de l'opération dans le délai de **(23)** semaines, congés et période de préparation compris.

ARTICLE 5 : PAIEMENTS

Le Maître de l'Ouvrage se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants :

• *Ouvert au nom de* :
pour les prestations suivantes :
Domiciliation :
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
IBAN :
BIC :

• *Ouvert au nom de* :
pour les prestations suivantes :
Domiciliation :
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
IBAN :
BIC :

Le Maître de l'Ouvrage se libèrera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter leurs montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur (6) :

un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire;
les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

NB : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du C.C.A.P. s'appliquent. Conformément au C.C.A.P. la ou les entreprises ci-après désignées

refusent (7) de percevoir l'avance
acceptent de percevoir l'avance

NB : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 43 du Code des Marchés Publics.

Les déclarations similaires des éventuels sous-traitants énumérés plus haut sont annexées au présent Acte d'Engagement.

6 Cocher la case correspondant à votre situation
7 Cocher la case correspondant à votre situation

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original

A

Le

Signature du candidat

Porter la mention manuscrite

Lu et approuvé

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

*Est acceptée la présente offre (8) pour valoir
marché*

A

Le

**Signature du représentant du pouvoir
adjudicateur**

DATE D'EFFET DU MARCHÉ

date de signature de l'avis de réception postale par le titulaire (valant notification du marché)

8 Préciser la ou les variantes à retenir dans ce marché

NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCES

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

1 La totalité du marché dont le montant est de *(indiquer le montant en chiffres et en lettres)* :

2 La totalité du bon de commande n°....afférent au marché *(indiquer le montant en chiffres et lettres)* :

3 La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à *(indiquer en chiffres et en lettres)* :

4 La partie des prestations évaluée à *(indiquer le montant en chiffres et en lettres)* :

et devant être exécutée par.....

en qualité de :

membre d'un groupement d'entreprise

sous-traitant

A⁹ le
Signature

MODIFICATION(S) ULTERIEURE(S) AU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

(A renseigner autant de fois que nécessaire)

La part de prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est ramenée *(indiquer l'unité monétaire d'exécution du marché et le montant en lettre)* à : Montant initial :

- Ramené à :

- Porté à :

A¹⁰ le
Signature

⁹ Date et signature originales

¹⁰ Date et signature originales

ANNEXE N°... A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance (1)

MARCHE

- N°
- Objet
- Montant
- Titulaires

PRESTATIONS SOUS-TRAITEES

- Nature
- Montant TVA comprise

SOUS-TRAITANT

- Nom, raison ou dénomination sociale
- Entreprise individuelle ou forme juridique de la société
- Numéro d'identité d'établissement (SIRET – 14 chiffres)
- Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers :
- Adresse
- Compte à créditer (établissement de crédit, agence ou centre, numéro de compte)

(1) Pièce jointe (en 2 exemplaires) du sous-traitant concerné attestant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 45 du Code des Marchés Publics.

CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

- Modalité de calcul et de versement des avances et acomptes :
- Date (ou mois) d'établissement des prix :
- Modalités de variation des prix :

- Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :

AUTRES RENSEIGNEMENTS

- Personnes habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 108 du Code des marchés publics :
- Comptable assignataire des paiements :

Le **représentant du pouvoir adjudicateur**.

Le titulaire du marché

Le sous-traitant

A _____, le

DECLARATION DU CANDIDAT

Je soussigné (*nom, qualité, adresse*).....

.....

agissant en mon nom (*personne physique*)

ou

Agissant au nom de la Société et

Dûment habilité (e) à cette fin en vertu de

(*personne morale*)

déclare et atteste sur l'honneur, en application des dispositions définies aux articles 43. 44.45 et 46 du Code des marchés publics :

- avoir satisfait aux obligations définies par l'article 39 de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954 ;
- ne pas être en état de liquidation judiciaire (*personne morale*) ou ne pas être en état de faillite personnelle (*personne physique*) ;
- ne pas être en redressement judiciaire ou être en redressement judiciaire en application du jugement (*pièce à joindre*) ;
- avoir satisfait aux obligations fiscales et sociales au 31 décembre précédant l'année en cours ;
- avoir satisfait aux obligations fixées par l'article R 324-4 du Code du travail, et faire exécuter les travaux par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 143-2, L. 143-5 et L. 620-3 du Code du travail (*documents à joindre*) ;
- n'avoir pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 324-9, L. 324-10, L. 341-6, L. 125-1 et L.125-3 du Code du travail.

J'affirme, sous peine de résiliation du marché ou de mise en régie à mes torts exclusifs, ne pas tomber sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 de la loi du 14 avril 1952 modifié par l'article 56 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978.

Il est rappelé que l'inexactitude des renseignements prévus aux 2°, 3°, 4°, 5° et 6° de l'article 45 du Code des marchés publics expose le candidat déclarant aux sanctions définies par l'article 47 dudit code.

Il est également précisé que les candidatures ne satisfaisant pas aux obligations définies par les articles 43, 44 et 47 du code ou qui ne seraient pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 45, ne seront pas recevables.

(*date et signature*)